

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 29 MARS 1911.

Projet de loi sur l'interdiction du travail de nuit des femmes employées
dans l'industrie

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

La loi du 20 mai 1908, publiée au *Moniteur* du 28 septembre 1910, a approuvé la convention internationale sur l'interdiction du travail de nuit des femmes employées dans l'industrie, conclue à Berne, le 26 septembre 1906. Ainsi que le rappelle une note du Département des Affaires Etrangères, insérée au *Moniteur* à la suite du texte de la loi, « les ratifications de la Belgique ont été déposées à Berne, le 20 juin 1908. » « Certains Etats signataires », ajoute la note, « n'ayant pu déposer leurs ratifications à la date extrême fixée par la Convention, soit le 31 décembre 1908, cette date a été, de commun accord, reportée au 14 janvier 1910. Les délais prévus aux articles 8 et 11 pour la mise en vigueur et la durée de la convention seront, en conséquence, comptés à partir de cette dernière date. » Il en résulte que la Convention entrera en vigueur le 14 janvier 1912, sauf en ce qui concerne les industries pour lesquelles une prolongation du délai a été stipulée.

Le projet de loi que nous avons l'honneur de soumettre à la Législature a pour unique objet de procurer l'exécution de la Convention internationale du 26 septembre 1906. Il serait donc superflu d'en justifier les principes. Ceux-ci résultent de la convention même, et il ne s'agit que d'en assurer la mise en action, dans une forme appropriée au mécanisme de notre législation du travail. A cet égard, il y a lieu de prendre en considération spéciale la loi du 13 décembre 1889 concernant le travail des femmes, des adolescents et des enfants dans les établissements industriels. Cette loi, on le sait, réglemente déjà le travail de nuit des enfants, des adolescents et des femmes mineures. Sur certains points, ses dispositions concordent avec les stipula-

tions de la Convention de Berne ; d'autre part, en ce qui concerne les exceptions et les tempéraments d'application, les mesures de surveillance et les pénalités, la même loi contient un ensemble de règles qui, dans les limites arrêtées par les Etats contractants, trouveront leur adaptation toute naturelle à l'objet de la Convention internationale.

Des raisons évidentes d'harmonie législative et d'unité administrative commandaient d'utiliser ici les cadres de la réglementation en vigueur.

L'article premier détermine la sphère d'application de la future loi.

La Convention ne concerne que les entreprises industrielles où sont employés plus de dix ouvriers et ouvrières. Il a paru opportun de ne pas s'en tenir à ses termes, et de viser, en général, tous les établissements soumis à la loi du 13 décembre 1889, même lorsqu'on y occupe moins de dix ouvriers. C'est le seul moyen d'éviter, en ce qui concerne le travail de nuit des femmes, une injustifiable dualité de régime, qui se produirait nécessairement si l'on maintenait en dehors du champ d'action de la loi nouvelle les établissements industriels soumis à la loi de 1889 mais qui n'occupent pas dix ouvriers.

Aussi bien, les dispositions de la Convention de Berne ne concernent-elles que le minimum de réglementation qui s'impose désormais, en la matière, aux hautes parties contractantes. Il est loisible à celles-ci, dans la plénitude de leur souveraineté, d'aller au delà de ce qu'exige la Convention.

La référence à la loi de 1889 présente un autre avantage. La Convention (art. 1^{er}) abandonne à chacun des Etats contractants « le soin de définir ce qu'il faut entendre par entreprises industrielles », et elle ajoute : « parmi celles-ci seront en tout cas comprises les mines et carrières ainsi que les industries de fabrication et de transformation des matières ; la législation nationale précisera sur ce dernier point la limite entre l'industrie, d'une part, l'agriculture et le commerce, d'autre part ». En pareille matière, des définitions proprement dites, répondant aux conditions de la logique formelle, sont pratiquement impossibles. Aussi, les lois procèdent-elles en général par énumération. Mais plutôt que d'imaginer de nouveaux textes, au risque de susciter, peut-être, des difficultés d'interprétation, il est évidemment plus simple, dans le cas présent, de s'en rapporter aux dispositions d'une loi déjà ancienne, dont le sens est fixé par la jurisprudence des tribunaux et par les précédents administratifs. C'est le moyen le plus sûr et le plus efficace de répondre aux intentions des Etats signataires de la Convention.

La Convention internationale ne doit s'appliquer en aucun cas « aux entreprises où ne sont employés que les membres de la famille ». La loi du 13 décembre 1889, et partant le présent projet, n'admettent la même exception que sauf en ce qui concerne les établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes et ceux où le travail se fait à l'aide de chaudières à vapeur ou de moteurs mécaniques.

L'article 2 se passe d'explications. C'est la reproduction du premier alinéa de l'article 1^{er} de la Convention qui proclame l'interdiction du travail de nuit des femmes, sans distinction d'âge.

L'article 3 définit, mais d'une manière plus stricte que la Convention, le repos de nuit visé à l'article précédent. Ce repos doit avoir une durée minimum de onze heures consécutives. Dans ces onze heures, d'après la Convention, est compris l'intervalle de dix heures du soir à cinq heures du matin. Nous proposons de fixer à neuf heures, au lieu de dix, le point de départ de l'intervalle en question, afin de généraliser la règle déjà en vigueur chez nous pour les femmes de moins de vingt et un ans (art. 6, 1^{er} alinéa de la loi du 15 décembre 1889). Cette règle ne contrarie ni les usages ni les nécessités légitimes de l'industrie : rien ne pourrait donc s'opposer aux raisons évidentes qui en recommandent l'application au travail des femmes majeures.

L'article 4 a pour objet la mise à exécution de l'art. 3, 2^o, de la Convention, aux termes duquel l'interdiction du travail de nuit pourra être levée dans le cas où le travail s'applique à des matières premières ou à des matières en élaboration susceptibles d'altération très rapide et qu'il importe de sauver d'une perte autrement inévitable. Il s'agit ici de nécessités permanentes, mais qui ne se rencontrent que dans des industries déterminées, telles, par exemple, que la préparation de certaines conserves alimentaires. Dans ces conditions, les dérogations autorisées par la Convention devront être réglées anticipativement, par voie de dispositions générales, qui spécifieront les industries où le cas se présente et les conditions des tolérances admises. Il y sera pourvu par le Roi, après consultation des collèges mentionnés à l'art. 8.

L'article 5, à la différence du précédent, vise les interruptions anormales qui peuvent se produire, par force majeure, dans toutes les industries quelles qu'elles soient. Ces cas, prévus par l'article 3, 1^o de la Convention internationale, écartent par leur irrégularité et leur variété même, la possibilité de mesures générales. Il est nécessaire de les traiter individuellement et il est bon de subordonner à l'appréciation de l'autorité compétente l'octroi des dérogations que les circonstances justifieraient. La future loi doit donc se borner à établir, d'après la Convention, le principe de cette catégorie d'exceptions et à régler la procédure administrative d'autorisation. Sur ce dernier point, à peine de créer des confusions et des complications, il n'y avait pas à innover : la procédure doit être la même que pour les cas analogues auxquels s'applique l'article 6 de la loi du 15 décembre 1899 : c'est pourquoi le projet se réfère à la dite loi. Les autorisations seront donc accordées, pour un temps déterminé, par les Gouverneurs, sur le rapport de l'Inspecteur du travail. L'arrêté du Gouverneur cessera ses effets si, dans les dix jours de sa date, il n'est pas approuvé par le Ministre de l'Industrie et du Travail. L'autorisation ne pourra être accordée que pour deux mois au plus ; elle pourra être renouvelée, l'Inspecteur du travail entendu.

L'article 6 concerne l'application de l'article 4 de la Convention, en tant qu'il permet de réduire à dix heures, soixante jours par an, dans les industries saisonnières, la durée du repos ininterrompu de nuit. Vu la portée

restreinte de cette espèce de dérogation, il n'y a aucun inconvénient à admettre que le chef d'entreprise puisse, de plein droit, bénéficier de l'exception sans avoir d'autorisation à demander : il suffit, pour écarter les interprétations abusives, de dresser au préalable la liste des industries que le texte vise en termes généraux et d'organiser le contrôle de l'application des tolérances. D'après le projet, ces points seront réglés par arrêté royal. L'article 6, 2^{me} alinéa, prévoit notamment l'obligation, pour le chef d'entreprise, de prévenir l'inspecteur du travail lorsqu'il entend user de la faculté qui lui confère l'alinéa premier.

L'article 7 est relatif à l'exécution d'une autre disposition de l'article 4 de la Convention, d'après laquelle, dans toute entreprise, en cas de circonstances exceptionnelles, la durée du repos ininterrompu de nuit peut être réduite à dix heures, soixante jours par an. Comme à l'article 5 du projet, et pour les mêmes motifs, nous proposons d'exiger ici une autorisation spéciale, qui sera donnée dans les formes de l'article 6, 4^e et 5^e alinéas, de la loi du 13 décembre 1889. Les mots « circonstances exceptionnelles » ne sont pas assez précis pour qu'on laisse les chefs d'entreprise intéressés seuls juges de ce qu'il faut entendre par là, au risque de les laisser ainsi exposés aux surprises de la jurisprudence. Aussi bien, l'interprétation de ces mots — qui se trouvent dans notre loi de 1889 — est-elle fixée chez nous par une pratique déjà longue ; ce qui fait que l'application administrative de notre nouvelle disposition ne souffrira aucune difficulté.

La Convention internationale n'admet au principe de l'interdiction du travail de nuit des femmes que les seules exceptions visées aux articles 4 à 7 du présent projet de loi. En dehors de ces exceptions, la règle reprend toute sa force. Il en résulte une incompatibilité évidente entre la future loi et l'article 6 de la loi du 13 décembre 1889, en tant qu'il permet au Roi d'autoriser l'emploi des filles ou des femmes de moins de 21 ans, après 9 heures du soir et avant 5 heures du matin, à des travaux qui, à raison de leur nature, ne peuvent être interrompus ou retardés ou ne peuvent s'effectuer qu'à des heures déterminées. Cette disposition qui concerne notamment les industries à feu continu, ne demeurera en vigueur qu'à l'égard des personnes protégées du sexe masculin : pour le surplus, nul doute qu'elle ne soit atteinte par l'abrogation virtuelle. Afin d'éviter toute méprise, nous avons cru toutefois devoir insérer dans le projet de loi un article final qui prononce l'abrogation expresse (art. 11).

L'article 8, par analogie de l'article 8 de la loi du 13 décembre 1889, subordonne l'exercice des attributions conférées au Roi par les articles 4 et 6, à la consultation préalable des sections compétentes des conseils de l'industrie et du travail, du Conseil supérieur de l'hygiène publique et du Conseil supérieur du travail. Il est inutile de justifier une disposition qui est pour ainsi dire devenue de style dans nos lois de réglementation du travail et dont l'expérience a démontré la valeur. Si l'on ne s'est pas ici purement et simplement référé à la loi du 1889, c'est qu'il importait, d'une part, de mentionner spécialement le Conseil supérieur du travail, qui n'existait pas

encore à l'époque où cette loi fut élaborée, et que, d'autre part, on n'a pas cru qu'il fût opportun de prévoir, comme dans la même loi, l'intervention des députations permanentes : les difficultés d'ordre technique que soulèvera l'application de la future loi ne sont guère, en effet, de la compétence de ces collèges.

L'article 9, pour ce qui est de la recherche, de la constatation et de la répression des infractions, se borne à un renvoi global aux articles 12 à 19 de la loi du 13 décembre 1889.

L'article 10 fixe au 1^{er} janvier 1912, la date de l'entrée en vigueur de la loi. Nous avons dit que la convention internationale n'aurait force obligatoire que le 14 du même mois, mais il convient d'anticiper un peu sur cette date, de façon à faire coïncider le début du régime nouveau avec le commencement de l'année civile. D'autre part, le délai que nous proposons est nécessaire en vue de la préparation des arrêtés d'exécution.

Aux termes de l'article 8 de la Convention, le délai de mise en vigueur est porté à dix ans, à dater de la clôture du procès-verbal de dépôt des ratifications :

- 1^o Pour les fabriques de sucre brut de betterave ;
- 2^o Pour le peignage et la filature de la laine ;
- 3^o Pour les travaux au jour des exploitations minières, lorsque ces travaux sont arrêtés annuellement, quatre mois au moins, par des influences climatiques.

En vertu de ces dispositions, l'article 10, 2^{me} alinéa du projet de loi reporte au 1^{er} janvier 1920 l'application de la réglementation nouvelle dans les entreprises de peignage et de filature de la laine, mais en ce qui concerne les femmes majeures seulement. C'est la seule exception qui soit justifiée chez nous par des nécessités industrielles.

Enfin, à titre transitoire, et conformément à l'article 2, 2^{me} alinéa de la Convention, notre article 10, 3^{me} alinéa, stipule que, jusqu'à la date du 1^{er} janvier 1915, la durée du repos ininterrompu de nuit peut être limitée à dix heures pour les femmes âgées de 21 ans au moins.

L'article 11, pour les raisons que nous avons exposées déjà, prononce l'abrogation expresse d'une partie des dispositions de l'article 6 de la loi du 13 décembre 1889.

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,

ARM. HUBERT.



PROJET DE LOI

sur l'interdiction du travail de nuit des femmes employées dans l'industrie.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie et du Travail,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de l'Industrie et du Travail est chargé de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

La présente loi s'applique aux entreprises industrielles où sont employés plus de dix ouvriers et ouvrières et, en général, à tous les établissements soumis à la loi du 13 décembre 1889 concernant le travail des femmes, des adolescents et des enfants.

ART. 2.

Le travail de nuit est interdit à toutes les femmes, sans distinction d'âge.

ART. 3.

Le repos de nuit visé à l'article précédent doit avoir une durée minimum de onze heures consécutives; dans ces onze

WETSONTWERP

op het verbod van nachtarbeid van vrouwen, die in de nijverheid werkzaam zijn.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voordracht van Onzen Minister van Nijverheid en Arbeid,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Nijverheid en Arbeid is gelast, in Onzen naam, aan de wetgevende Kamers, het wetsontwerp voor te leggen, waarvan de inhoudt volgt:

ARTIKEL EÉN.

Deze wet is van toepassing op de nijverheidsondernemingen, waar meer dan tien arbeiders en arbeidsters werkzaam zijn, en, over 't algemeen, op al de inrichtingen onderworpen aan de wet van 15 December 1889 op den arbeid van vrouwen, jeudige personen en kinderen.

ART. 2.

Nachtarbeid is aan alle vrouwen, zonder onderscheid van leeftijd, verboden.

ART. 3.

De in voorgaand artikel bedoelde nachtrust moet ten minste elf achtereenvolgende uren aanloopen; tot die elf uur

heures est compris l'intervalle de neuf heures du soir à cinq heures du matin.

ART. 4.

Le Roi peut autoriser des dérogations aux prescriptions des deux articles précédents dans les industries où le travail s'applique, soit à des matières premières, soit à des matières en élaboration, qui sont susceptibles d'altération très rapide et dont la perte paraîtrait autrement inévitable.

ART. 5.

Lorsque, dans une entreprise, un cas de force majeure produit une interruption impossible à prévoir et n'ayant pas un caractère périodique, l'interdiction du travail de nuit peut être levée par une autorisation accordée conformément à l'article 6, 4^e, 5^e et 6^e alinéas, de la loi du 15 décembre 1889.

ART. 6.

Dans les industries soumises à l'influence des saisons, la durée du repos ininterrompu de nuit peut être réduite à dix heures, soixante jours par an.

Ces industries sont déterminées par arrêté royal. L'arrêté fixe les conditions dans lesquelles le chef d'entreprise qui use de la faculté prévue au présent article est tenu de prévenir l'inspecteur du travail.

ART. 7.

En cas de circonstances exceptionnelles, la durée du repos ininterrompu de nuit peut être réduite à dix heures, soixante jours par an, en vertu d'une autorisation accordée conformément à l'article 6, 4^e et 5^e alinéas, de la loi du 15 décembre 1889.

behoort de tijdruimte van negen uur 's avonds tot vijf uur 's morgens.

ART. 4.

De Koning mag afwijkingen van de bepalingen van beide voorgaande artikelen toelaten in bedrijven waar wordt gearbeid hetzij aan grondstoffen, hetzij aan in bewerking zijnde stoffen, welke vatbaar zijn voor zeer snel bederf en anders onvermijdelijk verloren zouden gaan.

ART. 5.

Wanneer in eene onderneming, uit hoogere macht eene afbreking, welke niet te voorzien en niet van geregelden aard is, voorkomt, dan mag het verbod omtrent nachtarbeid opgeheven worden ten gevolge eener machtiging verleend overeenkomstig artikel 6, 4^{de}, 5^{de} en 6^{de} lid, der wet van 15 December 1899.

ART. 6.

In de bedrijven onderhevig aan den invloed der jaargetijden, mag de duur van onafgebroken nachtrust zestig dagen 's jaars gebracht worden op tien uur.

De bedrijven worden bepaald bij koninklijk besluit. Het besluit stelt vast onder welke vereischten het hoofd der onderneming, dat van het in dit artikel voorzien recht gebruik maakt, den arbeidsopziener daarvan dient kennis te geven.

ART. 7.

In uitzonderlijke omstandigheden mag de onafgebroken nachtrust zestig dagen 's jaars, gebracht worden op tien uur, krachtens eene machtiging verleend overeenkomstig artikel 6, 4^{de} en 5^{de} lid, der wet van 15 December 1889.

ART. 8.

Pour exercer les attributions qui lui sont conférées par les articles 4 et 6 de la présente loi, le Roi prend l'avis :

1° Des sections compétentes des conseils de l'industrie et du travail ;

2° Du conseil supérieur d'hygiène publique ;

3° Du conseil supérieur du travail.

Ces divers collèges transmettent leur avis dans les deux mois de la demande qui leur en est faite, à défaut de quoi il est passé outre.

ART. 9.

La recherche, la constatation et la répression des infractions à la présente loi et aux arrêtés d'exécution ont lieu conformément aux articles 12 à 19 de la loi du 15 décembre 1889.

ART. 10.

La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1912.

Toutefois, dans les entreprises de peignage et de filature de la laine, les dispositions qui précèdent ne seront applicables aux femmes majeures qu'à partir du 1^{er} janvier 1920.

A titre transitoire, jusqu'à la date du 1^{er} janvier 1915, la durée du repos ininterrompu de nuit peut être limitée à dix heures, mais pour les femmes majeures seulement.

ART. 11.

Les dispositions de l'article 6 de la loi du 15 décembre 1889 sont abrogées en tant qu'elles concernent les ouvrières de moins de 21 ans.

Donné à Bruxelles, le 28 février 1911.

ART. 8.

Ten einde de hem bij artikels 4 en 6 dezer wet gegeven opdracht te volbrengen raadpleegt de Koning :

1° De bevoegde afdeelingen der nijverheids- en arbeidsraden ;

2° Den Hoogeren Gezondheidsraad ;

3° den Hoogeren Arbeidsraad.

Die verschillende raden brengen hun advies uit binnen de twee maand nadat het hun wordt gevraagd, zoo niet wordt het niet in acht genomen.

ART. 9.

Het opsporen, het ontdekken en het beteugelen der overtreding van deze wet en van de uitvoeringsbesluiten geschiedt overeenkomstig artikels 12 tot 19 der wet van 15 December 1889.

ART. 10.

Deze wet wordt van kracht den 1^{en} Januari 1912. In de wolkammerijen en spinnerijen evenwel zijn voorgaande bepalingen slechts van 1 Januari 1920 op de meerderjarige vrouwen van toepassing.

Bij overgangsmaatregel, mag tot 1 Januari 1915 de duur van de onafgebroken nachtrust beperkt worden tot tien uur, doch slechts voor de meerderjarige vrouwen.

ART. 11.

De bepalingen van artikel 6 der wet van 15 December 1889 zijn ingetrokken wat de arbeidsters beneden 21 jaar betreft.

Gegeven te Brussel, den 28^e Februari 1911.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,

Van 's Konings wege :

De Minister van Nijverheid en Arbeid,

Arm. HUBERT.

(Nr 115.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 29 MAART 1914.

Ontwerp van wet op het verbod van nachtarbeid van vrouwen, die in de nijverheid werkzaam zijn.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De wet van 20 Mei 1908, bekendgemaakt in het *Staatsblad* van 28 September 1910, heeft het op 26 September 1906 te Bern gesloten internationaal verdrag nopens het verbod van nachtarbeid van vrouwen, die in de nijverheid werkzaam zijn, goedgekeurd. Zoals blijkt uit eene aantekening van het Departement van Buitenlandse Zaken, na den tekst der wet in het *Staatsblad* opgenomen, « werden de akten van bekrachtiging van België den 20ⁿ Juni 1908 te Bern neergelegd ». « Daar sommige onderteekenende Staten, aldus luidt de aantekening, hunne akten van bekrachtiging op den door de Overeenkomst bepaalden uitersten dag, wil zeggen 31 December 1908, niet hadden kunnen neerleggen, zoo werd door gemeen overleg deze uiterste dag gesteld op 14 Januari 1910. De termijnen bij artikels 8 en 11 voorzien voor de inwerkingstelling der Overeenkomst worden derhalve gerekend van af dezen datum. » Daaruit volgt dat de Overeenkomst van kracht wordt den 14 Januari 1912, behalve wat betreft de bedrijven waarvoor een verlenging van termijn werd bepaald.

Het ontwerp van wet, dat we de eer hebben te onderwerpen aan de wetgevende macht heeft voor eenig doel de uitvoering van het internationaal verdrag van 26 September te weeg te brengen. Het ware dus overbodig de grondslagen ervan te billijken. Deze spruiten voort uit het verdrag zelf en het is er enkel om te doen het in werking te stellen in eenen vorm, welke past aan de inrichting onzer arbeidswetgeving. Ten deze dient voornamelijk in acht genomen de wet van 15 December 1889 op den arbeid van vrouwen, jeudige personen en kinderen in de nijverheidsinrichtingen. Deze wet, zooals men weet, regelt reeds den nachtarbeid der kinderen, jeudige personen en minderjarige vrouwen. In enkele opzichten komen hare bepalingen overeen met de bepalingen van het verdrag van Bern; anderzijds wat de uitzonde-

ringen en verzachtingen bij de toepassing, de toezichtsmaatregelen en de straffen, betreft, behelst dezelfde wet een geheel van regelen, welke, binnen de palen door de verdragsluitende Staten vastgesteld, heel natuurlijk aan het voorwerp van het internationaal verdrag kunnen worden aangepast.

Klaarblijken redden van samenstemming in zake wetgeving en van bestuurlijke eenheid vereischen dat ten deze het plan der in zwang zijnde regeling zou benuttigd worden.

Artikel één bepaalt het gebied van toepassing der toekomstige wet.

Het verdrag betreft slechts de nijverheidsondernemingen, waarin meer dan tien arbeidsters werkzaam zijn. Men heeft geacht zich niet aan deze bewoordingen te houden en, over 't algemeen al de inrichtingen te moeten treffen, welke aan de wet van 13 December 1889 zijn onderworpen; zelfs indien minder dan tien werklieden er werkzaam zijn. Dit is het eenig middel om te vermijden dat, wat den nachtarbeid van vrouwen betreft, een niet te billijken dubbel stelsel zou bestaan, wat onvermijdelijk zou zijn indien men de nijverheidsinrichtingen, welke aan de wet van 1889 zijn onderworpen doch waarin geen tien werklieden werkzaam zijn, buiten het bereik der nieuwe wet zou houden.

Bovendien betreffen de bepalingen van het Berner verdrag slechts het minimum van de regeling, dat ter zake aan de hooge verdragsluitende partijen voortaan wordt opgelegd. Deze mogen, in de volheid hunner oppermacht, verder gaan dan wat door het verdrag wordt vereischt.

Zich houden aan de wet van 1889 biedt nog een ander voordeel. Het verdrag (art. 1) laat aan elken Staat de zorg over « vast te stellen wat door nijverheidsondernemingen dient verstaan » en voegt er bij: « daaronder zullen in alle geval de mijnen en groeven begrepen zijn, alsmede de takken van nijverheid, waarin de stoffen vervaardigd of verwerkt worden; de nationale wetgeving zal omtrent dit laatste punt de grens tusschen nijverheid eenerzijds, landbouw en handel, anderzijds, nauwkeurig bepalen. In dergelijke zaken, zijn de eigenlijke bepalingen, overeenstemmende met de werkelijke logica, practisch onmogelijk. Ook, gaat men in onze wetten over 't algemeen bij opsomming te werk. Maar liever dan nieuwe teksten op te stellen, en zich misschien bloot te stellen aan moeilijkheden aangaande de uitlegging, is het ontegensprekelijk eenvoudiger, in dit geval, zich te gedragen naar de bepalingen van een reeds oude wet, waarvan de zin reeds bepaald werd door de rechtspraak der rechtbanken en door de bestuurlijke voorgaanden. Het is het zekerste en doelmatigste middel om de inzichten van de Staten, die het verdrag teekenden, in te volgen.

Het internationaal verdrag is geen geval « toepasselijk op de ondernemingen waar enkel de familieleden werkzaam zijn. » De wet van 13 December 1899 en bijgevolg dit ontwerp nemen slechts dezelfde uitzondering aan, wat betreft de inrichtingen als gevaarlijk, ongezond of hinderlijk ingedeeld en deze waar het werk verricht wordt door middel van stoomwerktuigen of van krachtwerktuigen.

Artikel 2 heeft geen uitleggingen. Het is eigenlijk het eerste lid van artikel 1 van het verdrag, dat het verbod van nachtarbeid der vrouwen, zonder onderscheid van leeftijd, uitvaardigt.

Artikel 3 bepaalt, doch nauwkeuriger dan het verdrag, de nachtrust in het vorig artikel bedoeld. Die rust moet een minimumduur van elf achtereenvolgende uren hebben. Bij die elf uren behooren, volgens het verdrag, de tijdruimte van tien uur 's avonds tot vijf uur 's morgens. Wij stellen voor voormelde tijdruimte te doen aanvangen te 9 in stede van te 10 uur, om aldus den regel, welke bij ons reeds in zwang is voor de vrouw beneden een en twintig jaar, algemeen te maken (art. 6, 1ste lid der wet van 15 December 1889). Die regel dwarsboomt noch de gewoonte noch de billijke vereischten van de nijverheid: niets kan dus opwegen tegen de zoo klaarblijkende redenen, welke pleiten voor de toepassing ervan op den arbeid van meerderjarige vrouwen.

Artikel 4 heeft voor doel de toepassing van artikel 3, 2^o van het verdrag, krachtens welk het verbod omtrent den nachtarbeid zal mogen opgeheven worden in geval bij den arbeid grondstoffen betrokken of stoffen in verwerking zijn, welke snel zouden kunnen bederven, als zulks noodig is om die stoffen van onvermijdelijk verlies te redden. Hier is spraak van aanhoudende vereischten, doch welke slechts voorkomen in sommige bedrijven als daar zijn, bij voorbeeld, het bereiden van sommige verduurzaamde eetwaren. Onder die omstandigheden moeten de afwijkingen, welke het verdrag toelaat, op voorhand geregeld worden door middel van algemeene bepalingen, welke de bedrijven zullen aanduiden waarin het geval zich voordoet en de grenzen van, alsook de vereischten omtrent de aangenomen toelatingen vaststellen. De Koning zal er in voorzien, na raadpleging van de in artikel 8 gemelde raden.

Artikel 5, integendeel, betreft de ongeregelde afbrekingen, welke kunnen voorkomen, uit hogere macht, in gelijk welke bedrijven. Die gevallen, in artikel 3, 1^o van het internationaal verdrag voorzien, door hunne onregelmatigheid en hunne verscheidenheid maken het nemen van algemeene maatregelen onmogelijk. Men heeft ze afzonderlijk te behandelen en men doet best de toekenning van afwijkingen, door de omstandigheden gebilijkt, te onderwerpen aan de goedkeuring der bevoegde overheid. De aanstaande wet moet dus enkel, volgens het verdrag, den grondslag voor die reeks uitzonderingen leggen en de bestuurlijke regeling omtrent de machtiging vaststellen. Nopens dit laatste punt, op gevaar af verwarringen en verwikkelingen teweeg te brengen, mocht men geen nieuwigheden invoeren: de regeling moet dezelfde zijn als voor dergelijke gevallen, waarop artikel 6 der wet van 15^{en} December 1889 van toepassing is: daarom verwijst het ontwerp naar voormelde wet. De toelatingen zullen dus, voor een bepaald tijdsbestek, door de Gouverneurs, op verslag van den arbeidsopziener, verleend worden. Het besluit van den Gouverneur zal ophouden van kracht te zijn, indien het niet tien dagen na datum, door den Minister van Nijverheid en Arbeid wordt goedgekeurd. De toelating mag slechts voor twee maand verleend worden; zij mag, den arbeidsopziener gehoord, vernieuwd worden.

Artikel 6 betreft de toepassing van artikel 4 van het verdrag, waarbij de duur van de onafgebroken nachtrust, zestig dagen per jaar, tot tien uur kan verminderd worden in de seizoenbedrijven. Gezien de beperkte dracht van dergelijke afwijking mag men heel wel aannemen dat het bedrijfshoofd, van rechtswege, van de voordeelen der uitzondering geniete zonder eene toelating te moeten vragen : het is voldoende, om de verkeerde uitleggingen te vermijden, op voorhand de lijst der bedrijven op te maken, welke in den tekst door de algemeene bewoordingen worden bedoeld en de toelatingen aan een goed ingericht toezicht te onderwerpen. Volgens het ontwerp, zullen die punten bij koninklijk besluit geregeld worden. Artikel 6 2^{de} lid. voorziet onder andere, de verplichting voor het hoofd der onderneming den arbeidsopziener ter kennis te brengen dat hij het inzicht heeft gebruik te maken van het in het eerste lid toegekend recht.

Artikel 7 betreft de uitvoering van een andere bepaling van artikel 4, volgens welk in elke onderneming, in geval van buitengewone omstandigheden, de duur der onafgebroken nachtrust, tot tien uur kan verminderd worden, zestig dagen per jaar, zooals in artikel 7 van het ontwerp, en, om dezelfde redenen, stellen wij voor dat hier eene bijzondere toelating worde vereischt, welke zal verleend worden onder dezelfde voorwaarde als in artikel 6, 4^{de} en 5^{de} lid der wet van 13 December 1889. De woorden buitengewone omstandigheden zijn niet bepaald genoeg om de belanghebbende bedrijfshoofden alleen te laten oordeelen wat daardoor dient verstaan te worden en ze aldus bloot te stellen aan de verrassingen der rechtspraak. De verklaring dezer woorden — overigens — welke in onze wet van 1889 voorkomen — wordt reeds door eene jarenlange praktijk vastgesteld, zoodat de toepassing onzer nieuwe bepaling in bestuurlijk opzicht geen moeilijkheid zal opleveren.

Het internationaal verdrag neemt van het verbod van nachtarbeid der vrouwen slechts de uitzonderingen aan, welke voorzien worden in de artikelen 4 tot 7 van dit ontwerp. Behalve die uitzonderingen, blijft de regel in zijn volle kracht bestaan. Daaruit volgt dat de aanstaande wet onvereenbaar is met artikel 6 der wet van 13^{de} December 1889, daar dit artikel den Koning de toelating geeft meisjes en vrouwen beneden 21 jaar na 9 uur 's avonds en vóór 5 uur 's morgens te gebruiken aan arbeid, die uit zijnen aard noch onderbroken noch uitgesteld of slechts op gestelde uren verricht kan worden. Die bepaling welke namelijk de inrichtingen met doorbrandende ovens betreft, blijft slechts van kracht voor de beschermde lieden van het mannelijk geslacht : er is overigens geen twijfel of zij zal wezenlijk afgeschaft zijn. Om evenwel elke verrassing te vermijden hebben we gemeend in het wetsontwerp een slotartikel te moeten inlasschen, dat de uitdrukkelijke afschaffing voorschrijft (artikel 11).

Artikel 8, bij overeenstemming met artikel 8 der wet van 31 December 1889, onderwerpt het volbrengen van de aan den Koning gegeven opdracht aan de voorafgaande raadpleging van de nijverheids- en arbeidsraden, van den hooger en gezondheidsraad en van den hooger en arbeidsraad. Onnoodig is het eene bepaling te billijken, welke om zeggens in al onze

wetten op de arbeidsregeling werd opgenomen en welke bij ondervinding van groote waarde werd bevonden. Indien men zich hier niet eenvoudig weg heeft gehouden aan de wet van 1889, dan is het omdat enerzijds de hogere arbeidsraad, die nog niet bestond toen die wet werd gemaakt, dient gemeld en anderzijds omdat men heeft gemeend dat het niet paste, zooals in voormelde wet, het optreden van de bestendige afvaardigingen te voorzien : de moeilijkheden van technischen aard, tot welke de toepassing der aanstaande wet zal aanleiding geven, behooren immers tot de bevoegdheid van die raden.

Artikel 9, dat het opsporen, vaststellen en beteugelen der overtredingen betreft, verwijst enkel naar de artikels 12 tot 19 der wet van 31 December 1889.

Artikel 10 stelt op 1^{re} Januari 1912 den dag waarop de wet van kracht wordt. Wij hebben gezegd dat het internationaal verdrag slechts den 14^{de} derzelfde maand zou verplichtend worden, doch men dient den datum wat vroeger te stellen, zoodat het nieuw stelsel in zwang komt terzelfdertijd als het burgerlijk jaar aanvangt. Anderzijds is het door ons voorgesteld uitstel noodig tot voorbereiding der uitvoeringsbesluiten.

Luidens artikel 8 van het verdrag wordt het termijn van het in werking treden der wet gesteld op tien jaar, te rekenen van de sluiting van het proces-verbaal over het indienen der akten van bekrachtiging.

1^o voor de fabrieken van ruwe beetwortelsuiker;

2^o voor het kammen en het spinnen van wol;

3^o voor de werken, welke in de mijnontginningen, boven den grond worden uitgevoerd, wanneer die werken onder den invloed van het klimaat jaarlijks ten minste vier maanden stilliggen.

Krachtens die bepalingen brengt artikel 10, 2^{de} lid, van het wetsontwerp de toepassing der nieuwe regeling in de wolkamerijen en-spinnerijen op 1 Januari 1910, doch enkel wat de meerderjarige vrouwen betreft. 't Is de eenige uitzondering, welke ten onzent wordt gebillijkt door de noodwendigheden der nijverheid.

Eindelijk, als overgangsmaatregel, en overeenkomstig artikel 2, 2^{de} lid van het verdrag, bepaalt ons artikel 10, 3^{de} lid dat tot 1 Januari 1915 de duur der onafgebroken nachtrust mag beperkt worden tot 10 uur, doch slechts voor de vrouwen die minstens 21 jaar oud zijn.

Artikel 11, voor de reeds ingebrachte redenen, schrijft de uitdrukkelijke afschaffing voor van een deel der bepalingen van artikel 6 der wet van 13^{de} December 1889.

De Minister van Nijverheid en Arbeid,

ARM. HUBERT.

PROJET DE LOI

sur l'interdiction du travail de nuit des femmes employées dans l'industrie.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie et du Travail,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de l'Industrie et du Travail est chargé de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

La présente loi s'applique aux entreprises industrielles où sont employés plus de dix ouvriers et ouvrières et, en général, à tous les établissements soumis à la loi du 13 décembre 1889 concernant le travail des femmes, des adolescents et des enfants.

ART. 2.

Le travail de nuit est interdit à toutes les femmes, sans distinction d'âge.

ART. 3.

Le repos de nuit visé à l'article précédent doit avoir une durée minimum de onze heures consécutives; dans ces onze

WETSONTWERP

op het verbod van nachtarbeid van vrouwen, die in de nijverheid werkzaam zijn.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voordracht van Onzen Minister van Nijverheid en Arbeid,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Nijverheid en Arbeid is gelast, in Onzen naam, aan de wetgevende Kamers, het wetsontwerp voor te leggen, waarvan de inhoudt volgt:

ARTIKEL EÉN.

Deze wet is van toepassing op de nijverheidsondernemingen, waar meer dan tien arbeiders en arbeidsters werkzaam zijn, en, over 'talgemeen, op al de inrichtingen onderworpen aan de wet van 15 December 1889 op den arbeid van vrouwen, jeudige personen en kinderen.

ART. 2.

Nachtarbeid is aan alle vrouwen, zonder onderscheid van leeftijd, verboden.

ART. 3.

De in voorgaand artikel bedoelde nachtrust moet ten minste elf achtereenvolgende uren aanloopen; tot die elf uur

heures est compris l'intervalle de neuf heures du soir à cinq heures du matin.

ART. 4.

Le Roi peut autoriser des dérogations aux prescriptions des deux articles précédents dans les industries où le travail s'applique, soit à des matières premières, soit à des matières en élaboration, qui sont susceptibles d'altération très rapide et dont la perte paraîtrait autrement inévitable.

ART. 5.

Lorsque, dans une entreprise, un cas de force majeure produit une interruption impossible à prévoir et n'ayant pas un caractère périodique, l'interdiction du travail de nuit peut être levée par une autorisation accordée conformément à l'article 6, 4^e, 5^e et 6^e alinéas, de la loi du 13 décembre 1889.

ART. 6.

Dans les industries soumises à l'influence des saisons, la durée du repos ininterrompu de nuit peut être réduite à dix heures, soixante jours par an.

Ces industries sont déterminées par arrêté royal. L'arrêté fixe les conditions dans lesquelles le chef d'entreprise qui use de la faculté prévue au présent article est tenu de prévenir l'inspecteur du travail.

ART. 7.

En cas de circonstances exceptionnelles, la durée du repos ininterrompu de nuit peut être réduite à dix heures, soixante jours par an, en vertu d'une autorisation accordée conformément à l'article 6, 4^e et 5^e alinéas, de la loi du 13 décembre 1889.

behoort de tijdruimte van negen uur 's avonds tot vijf uur 's morgens.

ART. 4.

De Koning mag afwijkingen van de bepalingen van beide voorgaande artikelen toelaten in bedrijven waar wordt gearbeid hetzij aan grondstoffen, hetzij aan in bewerking zijnde stoffen, welke vatbaar zijn voor zeer snel bederf en anders onvermijdelijk verloren zouden gaan.

ART. 5.

Wanneer in eene onderneming, uit hoogere macht eene afbreking, welke niet te voorzien en niet van geregelden aard is, voorkomt, dan mag het verbod omtrent nachtarbeid opgeheven worden ten gevolge eener machtiging verleend overeenkomstig artikel 6, 4^{de}, 5^{de} en 6^{de} lid, der wet van 15 December 1899.

ART. 6.

In de bedrijven onderhevig aan den invloed der jaargetijden, mag de duur van onafgebroken nachtrust zestig dagen 's jaars gebracht worden op tien uur.

De bedrijven worden bepaald bij koninklijk besluit. Het besluit stelt vast onder welke vereischten het hoofd der onderneming, dat van het in dit artikel voorzien recht gebruik maakt, den arbeidsopziener daarvan dient kennis te geven.

ART. 7.

In uitzonderlijke omstandigheden mag de onafgebroken nachtrust zestig dagen 's jaars, gebracht worden op tien uur, krachtens eene machtiging verleend overeenkomstig artikel 6, 4^{de} en 5^{de} lid, der wet van 15 December 1889.

ART. 8.

Pour exercer les attributions qui lui sont conférées par les articles 4 et 6 de la présente loi, le Roi prend l'avis :

1° Des sections compétentes des conseils de l'industrie et du travail;

2° Du conseil supérieur d'hygiène publique;

3° Du conseil supérieur du travail.

Ces divers collèges transmettent leur avis dans les deux mois de la demande qui leur en est faite, à défaut de quoi il est passé outre.

ART. 9.

La recherche, la constatation et la répression des infractions à la présente loi et aux arrêtés d'exécution ont lieu conformément aux articles 12 à 19 de la loi du 15 décembre 1889.

ART. 10.

La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1912.

Toutefois, dans les entreprises de peignage et de filature de la laine, les dispositions qui précèdent ne seront applicables aux femmes majeures qu'à partir du 1^{er} janvier 1920.

A titre transitoire, jusqu'à la date du 1^{er} janvier 1915, la durée du repos ininterrompu de nuit peut être limitée à dix heures, mais pour les femmes majeures seulement.

ART. 11.

Les dispositions de l'article 6 de la loi du 15 décembre 1889 sont abrogées en tant qu'elles concernent les ouvrières de moins de 21 ans.

Donné à Bruxelles, le 28 février 1911.

ART. 8.

Ten einde de hem bij artikels 4 en 6 dezer wet gegeven opdracht te volbrengen raadpleegt de Koning :

1° De bevoegde afdeelingen der nijverheids- en arbeidsraden;

2° Den Hoogeren Gezondheidsraad;

3° den Hoogeren Arbeidsraad.

Die verschillende raden brengen hun advies uit binnen de twee maand nadat het hun wordt gevraagd, zoo niet wordt het niet in acht genomen.

ART. 9.

Het opsporen, het ontdekken en het beleugelen der overtreding van deze wet en van de uitvoeringsbesluiten geschiedt overeenkomstig artikels 12 tot 19 der wet van 15 December 1889.

ART. 10.

Deze wet wordt van kracht den 1^{en} Januari 1912. In de wolkammerijen en spinnerijen evenwel zijn voorgaande bepalingen slechts van 1 Januari 1920 op de meerderjarige vrouwen van toepassing.

Bij overgangsmaatregel, mag tot 1 Januari 1915 de duur van de onafgebroken nachtrust beperkt worden tot tien uur, doch slechts voor de meerderjarige vrouwen.

ART. 11.

De bepalingen van artikel 6 der wet van 15 December 1889 zijn ingetrokken wat de arbeidsters beneden 21 jaar betreft.

Gegeven te Brussel, den 28^{en} Februari 1911.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,

Van 's Konings wege :

De Minister van Nijverheid en Arbeid,

ARM. HUBERT.